COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 13 au 19 Janvier 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Connectivité Numerique 3
- Infrastructures – Des projets de câbles optiques démarrent cette année

1.2 Coopération 6
- Diplomatie – Henry Rabary-Njaka se félicite

1.3 Développement Durable 7
- Développement durable : Quels objectifs pour 2018 ?

1.4 Économie Maritime 8
- Seychelles to co-host major conference on resilient ocean economies

II. Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité Marine 10
- 20 years of in-water turtle monitoring reveals interesting findings

1.2 Énergie Renouvelable 12
- Le Président des Seychelles participera au Sommet mondial sur l'énergie du future à Abu Dhabi la semaine prochaine
- Agence internationale pour les énergies renouvelables : "Le pari est loin d'être gagné avec des énergies fossiles"

1.3 Environnement 15
- Projet KOBABY : 32 milliards Ariary pour le développement local et la biodiversité

1.4 Pêche 17
- New license framework and fuel concession for sea cucumber fishery
- Les aides européennes dans les grandes lignes
- Les Seychelles mettent en place de nouvelles mesures pour surveiller le stock de thon albacore.

17 Janvier 2018

www.lexpressmada.com/blog/magazine/infrastructures-des%E2%80%88projets%E2%80%88de%E2%80%88cables%E2%80%88optiques%E2%80%88demarrent%E2%80%88cette%E2%80%88annee/

Infrastructures – Des projets de câbles optiques démarrent cette année

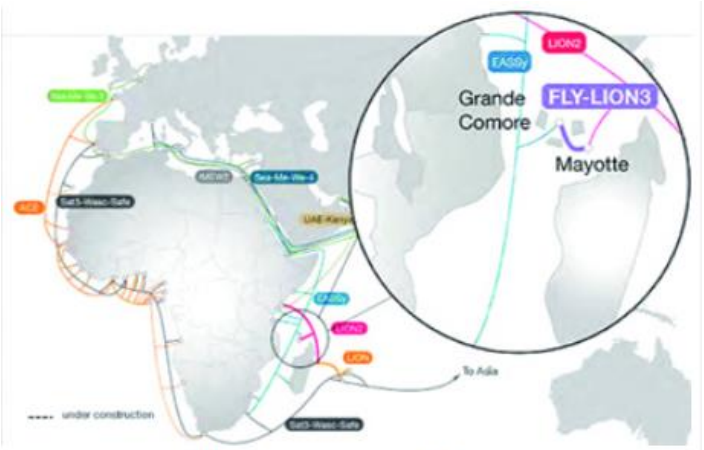


Des opérateurs malgaches investissent actuellement dans deux projets à câbles optiques sous-marins. Au vu des calendriers, leur construction démarrera cette année.

Le secteur télécommunication ne cesse d'évoluer. En matière d'infrastructure, deux projets de câbles optiques sous-marins rôdent sur les côtes malgaches. Les opérateurs du pays participent activement, comme Telma ou encore Orange, dans les investissements de ces projets. C'est le cas, par exemple, du projet MElting poT Indianoceanic Submarine System (Metiss), ou encore du câble Fly Lion 3. Six opérateurs du secteur des télécommunications à Madagascar, à Maurice et à La Réunion ont signé un accord en décembre dernier pour la construction et la gestion du câble Metiss. Le consortium est composé des opérateurs Telma, CEB FiberNet, Emtel, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP. Cette infrastructure numérique vient répondre au besoin de connectivité de la région, besoin qui se fera d'autant plus sentir que les câbles actuels approchent de leur fin de vie. Elle reliera ainsi les pays de l'océan Indien à l'Afrique du Sud.

« Le projet Metiss est inédit par son ampleur et l'implication directe d'opérateurs qui dépassent la logique concurrentielle. Il est également ambitieux mais réaliste. Et tout le monde y gagnera, en premier lieu les consommateurs et le secteur privé qui ont des attentes légitimes pour ce qui est de l'accès, des coûts et du débit de l'internet », a déclaré Patrick Pisal Hamida, administrateur directeur général de Telma et non moins président du consortium Metiss, à l'issue de la signature de l'accord entre les six opérateurs à Maurice en décembre. Pour Madagascar, un point d'atterrissement est prévu à Tolagnaro. Ce qui permettra à la Grande île de bénéficier d'une nouvelle sortie internationale, évitant ainsi le chaos si des incidents surviennent sur les infrastructures existantes. L'année dernière, l'endommagement du câble optique sous-marin au large de Toliara avait

entrainé de grosses perturbations de l'internet à Madagascar. Voilà donc une autre option permettant de bénéficier d'une connectivité en permanence.



Fly Lion 3 sera connecté au câble EASSy.

Car, ce projet qui bénéficie de l'accompagnement de la Commission de l'océan Indien, permettra aux pays de la région d'avoir une connexion internet à très haut débit. Le câble, long de 3 000 kilomètres, est doté d'un débit de 24 000 gigabits par seconde, soit mille fois la vitesse de connexion disponible à Madagascar. La construction de ce câble, particulièrement importante pour le développement numérique dans la Grande ile, coute la bagatelle de 40 millions d'euros. Le chantier débutera dès ce mois-ci pour que Metiss soit opérationnel au premier semestre 2019.

Sauvegarde des données

« Le câble Metiss modifiera profondément le paysage numérique régional et permettra la démocratisation de l'accès au très haut débit, au bénéfice des populations et des acteurs économiques. En cela, il constitue un véritable outil de développement économique et social qui, du reste, suscite l'intérêt des partenaires au développement », soutient, pour sa part, Madi Hama, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, quant à l'impact de ce projet sur le développement économique de la région. Par ailleurs, du côté du Canal de Mozambique, un autre projet vient de refaire surface.

Il s'agit du câble Fly Lion 3. Attendu depuis quelques années, le projet tient encore la route. Au mois de juillet 2017, la société Orange avait annoncé dans un communiqué la signature d'un accord pour la construction du câble sous-marin très haut débit entre Mayotte et la Grande Comores, qui interconnectera deux réseaux de câbles de l'océan Indien. Le projet initial prévoyait un raccordement vers Madagascar avec un point d'atterrissement à Mahajanga. Mais selon des indiscrétions, « des négociations sont en cours entre les opérateurs ».

Ce réseau sera concrètement une antenne des câbles existants, Lion et Lion2, qui relient déjà Maurice, La Réunion, Madagascar, Mayotte et le Kenya. Fly Lion 3 sera doté d'une capacité de quatre térabits par seconde, et il sera connecté au câble EASSy. D'après le document de l'opérateur français, un consortium composé de Comores Câbles, d'Orange et de la Société réunionnaise du radiotéléphone du groupe Altice, prévoit la mise en service en 2018 de ce réseau à fibre optique long d'environ 400 km. « Fly Lion 3 renforce ainsi le réseau des opérateurs dans l'archipel des Comores et apporte capacité et sécurisation sur chacun des territoires concernés,

ainsi qu'une connectivité accrue vers le reste du monde grâce aux destinations offertes par les autres câbles », a commenté l'opérateur français. Le projet Fly Lion 3 ne date pas d'aujourd'hui. D'après un document de la Banque mondiale, qui avait annoncé le financement de ce projet, le réseau était prévu pour une mise en service pour mi-2015 pour relier la Grande Comores, Mahajanga et Mayotte. Les opérateurs de la région ont montré leurs intérêts pour ce projet, comme Orange, Emtel Ltd, Telma, Comores Telecom, ou la Société réunionnaise de radiotéléphone. « Le point d'atterrissement à Mahajanga sera colocalisé par Telma et Orange », a indiqué ce document.

La concrétisation de ce schéma de raccordement permettrait à Madagascar de bénéficier d'une nouvelle sortie internationale. Les internautes malgaches ne voulaient plus revivre la mésaventure du début de l'année dernière. L'endommagement du câble optique sous-marin au large de Toliara, le 25 janvier 2017, avait entrainé une grande perturbation de l'internet à Madagascar. Fly Lion 3 pourrait être une solution de backup (sauvegarde de données).

Les problèmes de connexion de secours résolus

L'effectivité de ces deux projets de câbles optiques sous-marins pourrait résoudre en grande partie les problèmes de connexion de secours pour la Grande île. En tout, Madagascar disposerait de quatre sorties internationales avec des points d'atterrissement, à savoir Toliara, Tolagnaro, Toamasina et Mahajanga. Il ne reste plus qu'à optimiser la capacité de ces câbles pour supporter les besoins des internautes et des entreprises malgaches qui, au fil des ans, ont eu une grande dépendance à l'internet.

Texte et Photos : Lova Rafidiarisoa

Diplomatie – Henry Rabary-Njaka se félicite

Fin du cauchemar. Les relations de Madagascar avec le monde sont rétablies. C'est par cette phrase que le chef de la diplomatie malgache, Henry Rabary-Njaka a résumé le bilan de l'année 2017, lors de la cérémonie de présentation de vœux du ministère des Affaires étrangères, hier. Lors de son allocution, le patron de la diplomatie a fait un tour d'horizon des activités réalisées par son département. D'une manière générale, il s'agit des visites d'État et la participation de Madagascar aux grands rendez-vous internationaux.

Concernant les relations bilatérales, outre le déplacement du président de la République en France à quelques semaines de l'investiture d'Emmanuel Macron, Henry Rabary-Njaka s'est félicité des visites d'État effectués au cours de l'année 2017. « Madagascar a accompli beaucoup de visites d'États que nous qualifions de capitales notamment en Chine, en Italie et au Japon », a-t-il affirmé.

Ainsi, outre la signature de plusieurs accords, le périple des autorités malgaches en terre chinoise a permis à Madagascar d'intégrer la « ceinture économique de la route de la soie ». La seconde visite d'État de 2017 a eu lieu en Italie. Avec la tenue de la conférence économique de Rome, des investisseurs italiens se sont intéressés au développement de l'agrobusiness, l'énergie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication à Madagascar. Par ailleurs, l'extension du port de Toamasina, à partir de cette année, a été confirmée lors de la visite de la délégation malgache au Japon.

En ce qui concerne les grands rendez-vous internationaux, le ministre Henry Rabary-Njaka a rappelé les places particulières occupées par la Grande île. « La Commission de l'océan Indien nous donne de la valeur, Madagascar a présidé la Conférence ministérielle de la francophonie(CMF) et les débats généraux de la 72e assemblée générale des Nation unies », s'est-il félicité. Il a par ailleurs cité les résultats de ces participations, entre autres la signature d'accords pour la réhabilitation des infrastructures routières à Madagascar lors du sommet de l'Union africaine - Union européenne.

Andry Rialintsalama

Développement durable

Quels objectifs pour 2018 ?

Petroleum Hub, aquaculture, investissement étranger, réchauffement climatique. Ballotté entre différentes prises de décision, Maurice aura à faire face à de multiples défis et contestations.





À g., Mare-Chicose, où une solution rapide devra être trouvée pour soulager le pays. À dr. une ferme solaire : la transition énergétique est une nécessité.

L'aquaculture

Le ministre de l'Économie océanique Prem Koonjoo n'en démord pas, l'économie bleue va avoir besoin de l'aquaculture pour se soutenir. Au cœur de la polémique, l'entreprise Growfish International a reçu son Environmental Impact Assesment (EIA). Les contestataires n'ont pas pour autant baissé les bras.

L'Association des hôteliers et des restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM) a décidé de contester l'attribution de l'EIA au tribunal de l'environnement. Pour les contestataires, incluant les collectifs citoyens, l'aquaculture de masse sera le coup de grâce pour le tourisme et la biodiversité dans l'Ouest.

Mare-Chicose : l'épine dans le pied

Rempli à ras bord. Le centre d'enfouissement de Mare-Chicose arrive au bout de ses capacités. Il est déjà une épine dans le pied du gouvernement car il faut lui trouver un remplaçant, ce qui est difficile. Ou alors, dans le meilleur des cas, une solution alternative. Un Mauricien produit en moyenne presque 400 kg de déchets par an, dont plus de 70 % sont recyclables selon les organisation non gouvernementales.

Les plages, grains de sable dans la machine

Le gouvernement doit faire face à plusieurs contestations d'accaparement des plages. En plus, les développements en tout genre au bord des plages n'ont pas été sans risques. Désormais, les constructions vont de plus en plus être menacées par l'érosion et la hausse du niveau de la mer. Le phénomène est certes inéluctable mais s'il n'est pas pris en compte assez tôt les dégâts seront conséquents. Le manque d'études spécifiques pour ralentir l'érosion plage par plage est aussi un problème.

La biodiversité menacée

Réchauffement climatique, espèces invasives, l'abattage, la perte de la biodiversité menacent le pays. Les espèces endémiques à Maurice sont à bout de force. Qu'il soit animal ou végétal, il y a beaucoup de travail à faire pour préserver notre écosystème. Une bonne partie de ce travail a été effectuée mais celui-ci peut être défait en un claquement de doigt. Si certains facteurs ne sont pas contrôlés par l'homme, d'autres le sont.

Pluies, inondations et cyclones : l'épée de Damoclès

Les dernières semaines ont été compliquées pour beaucoup de familles avec les pluies à répétition. Après des cyclones comme Irma et Harvey l'an dernier dans l'Atlantique Nord, la crainte de super cyclones sur Maurice n'est pas sans fondement. Le dédain des Mauriciens et du gouvernement pour le nettoyage et les réparations des évacuations, tout en préservant les zones naturelles capables d'emmagasiner l'eau. Un système est en cours d'implémentation pour prévenir les Mauriciens mais en aval personne ne pense qu'il y aura de graves conséquences.

Le Petroleum Hub d'Albion

Ce projet est contesté par beaucoup de Mauriciens, la peur d'une marée noire dans la région Ouest y est pour beaucoup. Pour d'autres, ce projet va à l'encontre même d'une île Maurice verte. Comment est-il possible d'installer un centre pétrolier alors que Maurice veut être un exemple pour les îles qui produisent peu de gaz polluants ?

Le secteur énergétique

Maurice veut être un exemple de transition énergétique. Un passage qui est en cours depuis des années déjà. Sortir des énergies fossiles sera encore un long et fastidieux processus. L'affaire Betamax n'aidant pas non plus.

Le privé avec SUNREF III et le PREE

Le secteur privé va être un acteur majeur dans les mois à venir. L'Agence française de développement (AFD) finance le programme vert via le Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance (SUNREF) III à hauteur de 75 millions d'euros sous forme de prêts, après SUNREF I et II, pour des projets dits verts dans le privé. D'autre part le Plan national d'efficacité énergétique (PNEE) lancé par Business Mauritius pour réduire le gaspillage a été couronné de succès si bien que la Commission de l'océan Indien (COI) et l'AFD veulent le soutenir dans les îles de la région.

Xavier MAUGUERET

MICKAËL APAYA, COORDINATEUR TECHNIQUE DUW PNEE

«Passer d'une économie carbonée au bas carbone»

Nous comptons donc nous aligner sur l'objectif national de 35 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique du pays d'ici 2025 : biomasse, solaire, éolien, notamment. Mais aussi de travailler sur tout l'écosystème de cette transition : efficacité énergétique, transport électrique, bâtiment énergie positive, smart grid. C'est ce travail holistique qui nous permettra de suivre la tendance mondiale en 2018, voire même d'aller beaucoup plus vite à notre échelle.



STÉPHANE GUA DE CENTRE FOR ALTERNATIVE RESEARCH AND STUDIES

«Faire place aux solutions socio-économiques»

Il ne faut pas voir les problèmes de la crise climatique comme un fait unique que l'on peut automatiquement résoudre en faisant quelques choses là puis une autre ailleurs. Il faut aussi éviter le green washing. (NdlR Des projets dits verts mais sans régler la racine du problème.) Les raisons de la crise sont multiples et il faut les résoudre comme des problèmes socio-économiques.



Seychelles to co-host major conference on resilient ocean economies

Oceans play a vital role in global climate regulation, food security, development and trade. However, oceans are under threat from global warming, pollution and over-exploitation of resources.

Sustainable Oceans/Blue economies provide an integrated approach to address those issues, incorporating sustainable wealth creation in the area of fisheries, tourism, energy, transport, trade and marine biotechnology as well as jobs, food security and the protection of the ocean environment. This is the approach the soon to be released Seychelles Blue Economy Roadmap is taking.

In the light of this, Seychelles and the World Bank Group will be co-hosting the 2nd African Resilient Ocean Economies Conference on February 22-23 at the Savoy Resort & Spa. The conference will be opened by President Danny Faure and Laura Tuck, World Bank vice-president for Natural Resources.
It is a follow-up to the 1st Ministerial Conference and Investment Forum on the Ocean Economy and Climate Change in Africa, which took place in Mauritius in September 2016.

The aim of the 2nd conference is to advance the agenda on optimising the use of public and private financial resources to support sustainable ocean/Blue economy initiatives in select sub-sectors including fisheries, aquaculture, waste management, coastal resilience, tourism, energy and transport. The two-day conference will seek to bring together 100-150 representatives from various African countries, development partners, international organisations, private investors, scientists, civil society and academia to share expertise, discuss lessons learned, and engage in pragmatic discussions focused on financial solutions to build the resilience of ocean/Blue economies to climate change.

The department of Economic Planning, the department of the Blue Economy (Office of the Vice-President) and the World Bank Group are organising the conference with the support of regional and international partners including the Indian Ocean Rim Association (IORA), the Indian Ocean Commission (IOC), the African Development Bank (AfDB), the UN Food and Agriculture Organisation and the European Union, which will take part in the conference.

The two-day conference will implement the African Union Integrated Maritime Strategy (2063), the declaration of the Decade of African seas and Oceans (2015-2025) and the Lome declaration on Maritime Security which show growing interest in Blue economy as a pathway for sustainable development in the African region. Under this regional agenda, countries are encouraged to build climate resilience of sustainable Blue economies through science, finance, knowledge and policy interventions.

The resilient ocean economies conference will contribute to the implementation of international commitments of African countries including the United Nations Sustainable Development Agenda (2015), and Sustainable Development Goal 14 'Life under water' (SDG14), which aims to 'conserve and sustainably use the ocean, seas and marine resources for sustainable development' and the UN Framework Convention on Climate Change Paris Agreement (2015).

A financial package by World Bank (WB), the Food and Agricultural Organisation (FAO) of the United Nations and the African Development Bank (AFDB) was proposed at COP 22 in Marrakesh, Morocco, in November 2016, to technically and financially support coastal and island states in Africa to address the challenges of climate change as they develop their ocean-based economies and implement their Nationally Determined Contributions (NDCs).

15 Janvier 2018

http://www.nation.sc/article.html?id=257297

20 years of in-water turtle monitoring reveals interesting findings



The Aldabra lagoon has long been recognized as an important developmental and foraging habitat for large numbers of juvenile and immature green and hawksbill turtles and the team on Aldabra has been regularly monitoring these turtles since 1996.

This type of monitoring is known as 'turtle rodeo'. Owing to the technique used to capture swimming turtles, staff are required to leap out of moving boats. Captured turtles are tagged on both flippers, measured, weighed and released.

A recent in-house analysis of data from 20 years of in-water monitoring of juvenile turtles in the Aldabra lagoon revealed some interesting trends and information. After 20 years an impressive total of 937 green and 392 hawksbill juvenile turtle individuals have been captured in the lagoon with 155 greens and 144 hawksbills being recaptured on one or more occasions.

Interestingly, green and hawksbill turtles use the lagoon differently with most hawksbills found in the eastern lagoon and most greens in the western lagoon. This may be a response to the large areas of coral and sponges in eastern Passe Houareau which hawksbills preferentially consume; while greens, which prefer macroalgae, are more restricted to suitable habitat in the western lagoon.

Turtles also showed extremely high site fidelity with most recaptured turtles being caught in the same or a neighboring location to where they were first captured. Size data suggests that juvenile turtles enter the lagoon from their pelagic hatchling stage when they are 25-30cm in length and a large number appear to leave when they reach around 60cm in length.



The analysis of historical turtle rodeo data also provided the opportunity to revise the turtle monitoring protocol to ensure that monitoring is efficient and the results are useful. The revised turtle monitoring protocol has consequently omitted some measurements that were seen to be redundant, and ensured that the results are relevant for the questions that need to be answered by the monitoring. Green turtles and hawksbills are listed by the IUCN as globally endangered and critically endangered, respectively. As 20 years of monitoring has shown, Aldabra continues to be an important site for the conservation of these species.

SIF

Le Président des Seychelles participera au Sommet mondial sur l'énergie du future à Abu Dhabi la semaine prochaine



Danny Faure le Président des Seychelles (State house)
Photo license

Le président des Seychelles, Danny Faure, se joindra à d'autres dirigeants mondiaux à Abu Dhabi pour le Sommet mondial sur l'énergie du futur (**WFES**) qui débutera lundi, a annoncé State House.

Le sommet se tiendra du lundi au jeudi au centre des expositions nationales d'**Abou Dhabi** sous le patronage du Cheikh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, le prince héritier. Le thème de cette année est « Conduire la transformation énergétique mondiale ».
Le World Future Energy Summit est une discussion mondiale sur l'avenir de l'énergie renouvelable, des technologies propres et de la durabilité.

Il se tient chaque année dans le cadre de la Semaine du développement durable d'Abu Dhabi. Cette année, le sommet couvrira les questions urgentes et les principales tendances dans le secteur des énergies renouvelables, telles que l'avenir de l'énergie et des transports dans les environnements urbains, la numérisation et la perturbation de la technologie.

Les Seychelles ont déjà mis en place une politique énergétique pour 2010-2030 visant à aider l'île à réduire sa consommation de combustibles fossiles de 15% d'ici 2030. Le petit État insulaire en développement, qui repose principalement sur le tourisme et la pêche thonière pour soutenir sa petite économie, est très dépendante de diesel importé pour alimenter les générateurs qui produisent l'électricité nécessaire pour les 93.000 habitants et établissements touristiques du pays.

Le chef d'État des Seychelles, un archipel de l'ouest de l'Océan Indien, quitte le pays dimanche et reviendra jeudi.

By : Betymie Bonnelame , Traduit par: Rudie Bastienne

Al-watwan
Le premier journal des Comores

15 Janvier 2018

https://alwatwan.net/societe/agence-internationale-pour-les-énergies-renouvelables.html

Agence internationale pour les énergies renouvelables : "Le pari est loin d'être gagné avec des énergies fossiles"



Djaffar Ahmed Saïd Hassani, accompagné de l'ambassadeur de l'Union des Comores auprès des Emirats arabes unis, Saïd Toihir Saïd Nassur, et de la directrice des énergies renouvelables aux Comores, Ahmed Karim Farida, a montré que le peuple comorien, après des années de crise énergétique, est conscient que le pari est loin d'être gagné avec des énergies fossiles. "Les Comoriens sont convaincus que seules les énergies renouvelables peuvent permettre à ce pays de moins d'un million d'habitants de relancer son économie pour espérer s'inscrire sur la liste des pays émergents à l'horizon 2030", a déclaré Djaffar Ahmed Said Hassani devant ses pairs.

La huitième assemblée générale de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) est ouverte depuis vendredi 1er janvier dernier à Abu Dhabi. En marge de ce grand rendez-vous sur la question des énergies renouvelables, les Petits États insulaires en développement (Peid) se sont réunis à la veille de son ouverture officielle pour parler de l'intensification du déploiement des énergies renouvelables dans leurs pays. Débutée avec l'objectif de mettre en évidence des exemples de transformation énergétique réussie dans les Pieds, cette réunion de haut niveau a vu intervenir différents ministres de l'énergie convaincus que les Peid peuvent répondre à la plupart, sinon à la totalité, de leurs besoins énergétiques domestiques grâce à une combinaison de technologies d'énergies renouvelables.

Dans beaucoup de pays insulaires éloignés, la capacité à produire de l'électricité 24h sur 24 était un rêve. Aujourd'hui, même les îles les moins peuplées disposent d'une énergie renouvelable quotidiennement, et cela "améliore la sécurité alimentaire et réduit la pauvreté". Durant son intervention, le directeur général de l'Irena, Adnan Z. Amin, a expliqué que la transformation de l'énergie ne consiste pas à remplacer une source d'énergie par une autre, mais plutôt par une transformation économique et

industrielle. Nous étions esclaves d'un produit importé essentiel mais coûteux. Les Peid sont entravés par une forte dépendance aux combustibles fossiles importés et par les coûts élevés associés à la transition vers une énergie durable et un développement sobre en carbone, a-t-il déclaré avant d'évoquer la question du financement.

Le patron de l'Irena a également souligné que l'accès au financement dans les Peid ne peut pas être sous-estimé, sachant que ces pays travaillent beaucoup dans le cadre des contributions au niveau national. D'ailleurs, comme a lancé le patron de cette organisation "l'initiative phare des petits Etats insulaires en développement de l'Irena vise à soutenir la transition énergétique en mobilisant avec succès 500 millions de dollars américains, afin de faire progresser leurs ambitions en matière d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, les îles émergent comme des précurseurs dans la recherche de systèmes énergétiques basés sur les énergies renouvelables".

Après la crise énergétique

Djaffar Ahmed Saïd Hassani, a, pour sa part, insisté sur le fait que l'Union des Comores est très sensible aux problématiques des énergies renouvelables. À l'entendre, le peuple comorien, après des années de crises énergétiques, est conscient que même si aujourd'hui il a de l'électricité de façon permanente et que son économie est relancée grâce à cette stabilité énergétique retrouvée, le pari est loin d'être gagné avec des énergies fossiles

Oui, les Comoriens sont convaincus que seules les énergies renouvelables peuvent permettre à ce pays de moins d'un million d'habitants de relancer son économie pour espérer s'inscrire sur la liste des pays émergents à l'horizon 2030 comme l'a promis le président de l'Union des Comores. A l'instar des pays en développement, l'Union des Comores envisage d'atteindre 55% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, a fait savoir le vice-président en charge l'Energie. Djaffar Ahmed Saïd Hassani a évoqué des projets pour atteindre les 55%, notamment le projet de Micro centrales hydrauliques et solaire, le projet de l'Autonomie des bâtiments administratifs, celui de l'éclairage public en solaire et surtout celui de la géothermie. "Permettez-moi de remercier encore une fois le directeur général de l'Irena qui, l'année dernière, a volontairement organisé et animé une réunion de promotion et de mobilisation autour de la géothermie en Union des Comores", a-t-il dit durant son intervention.

Nazir Nazi

19 Janvier 2018

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2018/01/19/projet-kobaby-32-milliards-ariary-pour-le-developpement-local-et-la-biodiversite/

Projet KOBABY : 32 milliards Ariary pour le développement local et la biodiversité



Signature d'accord de financement de 7 millions d'Euros pour l'environnement, hier au Ministère des Finances et du Budget à Antaninarenina.

Le premier accord de financement de cette année a été signé hier entre le ministère des Finances et du Budget et l'AFD (Agence Française de Développement). Il s'agit de 7 millions d'Euros dédiés à la préservation de la biodiversité.

Destruction des forêts, exploitation sauvage et menace à la biodiversité… Tels sont les fruits du manque de revenu des communautés locales, dans les alentours des aires protégées de la région Diana. Pour résoudre ce problème, un projet dénommé KOBABY sera mis en œuvre afin de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles. Hier, un accord subvention de 7 millions d'Euros, soit environ 27 milliards d'Ariary a été signé entre l'AFD et l'Etat Malagasy représenté par le ministre des Finances et du Budget, pour financer ce projet de renforcement des Aires protégées et de développement local. Outre ces 7 millions d'Euros, l'Etat Malagasy contribuera également à hauteur de 1,4 million d'Euros, soit environ 5 milliards d'Ariary. En tout, plus de 32 milliards d'Ariary seront alloués au KOBABY, qui signifie « Prendre soin et protéger », selon le dialecte local.

Déterminant. La préservation de la biodiversité et la protection des aires protégées figurent parmi les priorités du pays, selon les représentants du Gouvernement présents lors de la cérémonie d'hier. « L'environnement est un secteur primordial pour le développement de Madagascar. Il est aussi parmi les priorités et les défis du Plan national de développement. Nous savons que la dégradation de l'environnement nous coûte très cher, avec les perturbations climatiques, si je ne cite que le cyclone, l'inondation et la sécheresse. Pour mieux préserver les aires protégées marines et terrestres, il faut améliorer les revenus des communautés locales. Cela va se faire par l'appui aux filières pêche, tourisme, agriculture, élevage et artisanat », a

affirmé le ministre des Finances et du Budget, Vonintsalama Andriambololona.

Développement local. Pour sa part, l'ambassadeur de France, Véronique Vouland-Aneini, a souligné que la France reste présente pour appuyer la préservation de la biodiversité, depuis 2006. De nombreux autres projets sont également en vue pour cette année, dans le cadre du partenariat entre Madagascar et l'AFD. Outre la protection de l'environnement, l'objectif est également d'améliorer la qualité de vie des populations locales, d'après les explications de l'ambassadeur de France. En effet, nombreux sont les projets appuyés par la France, concernant le reboisement des versants et la promotion de l'agriculture durable. Ces projets visent l'implication des communautés locales.

Antsa R.

Seychelles NATION

15 Janvier 2018

http://www.nation.sc/article.html?id=257303

New license framework and fuel concession for sea cucumber fishery

The Seychelles Fishing Authority (SFA) has announced new license framework and fuel concession as part of the new management measures for sea cucumber fishery.

As of this year 2018, the SFA will increase the number of license given to sea cucumber processors from 4 to 6. Regarding fuel concession, with immediate effect, the SFA is now granting fuel concession to licensed boat owners of the sea cucumber activity.

These new measures are part of an agreement reached after various consultations between representatives from the Ministry of Fisheries and Agriculture, the SFA and the Sea Cucumber Harvesting Association (SCHA) since October 2017.

The consultations involving the SCHA followed request made by representatives of the association to review some of the provisions of the New Management Measures for Sea Cucumber that had been approved by Cabinet of Ministers at that time.

Meanwhile discussions between SFA and the SCHA are still on-going on other issues that are still to be addressed such as:

- Improving the health and safety standards for sea cucumber divers
- Improving the licensing framework of the sea cucumber fishery
- Facilitating access to financing
- Improving communications and coordination of actions between SFA and the SHCA.

Les aides européennes dans les grandes lignes



image article

Pêche. Il est toujours intéressant de savoir comment l'argent de l'Europe est utilisé. Surtout lorsqu'il s'agit d'un secteur en pleine mutation comme celui de la pêche (photo d'archives). Dernièrement un collectif, "Le Paysan du Sud", suggérait à mots couverts que la ventilation des crédits européens confiée à l'Aripa, l'inter-profession de la pêche et de l'aquaculture, n'était pas assez transparente. Pourtant elle-ci s'était adonné à l'exercice d'une présentation de ses résultats en décembre dernier pour la première fois en sept ans d'existence.

Son boss, Fabrice Minatchy avait alors évoqué les 11,9 millions d'euros versées dans le cadre du plan de compensation des surcouts (PCS). Un plan fléché dans le cadre du Fonds européen pour les affaires maritimes et de la pêche (FEAMP). Sans forcément entrer dans les détails de l'utilisation de ces fonds. Renseignements pris du côté de la DMSOI, les informations sur l'utilisation des fonds européens sont aussi cantonnées aux grandes enveloppes.

Sur les 11 mesures régionalisées actives à la Réunion cinq mesures ont effectivement démarré en 2017 en termes de programmation pour une volume financier de plus de 507 000 euros. On y retrouve l'aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs (194 300 euros et une aide FEAMP de 36 431,25 euros), l'efficacité énergétique et l'atténuation du changement climatique (30 650 euros et une aide FEAMP de 18 390 euros), l'investissement productif en aquaculture (599 680 euros et une aide FEAMP de 359 808 euros), les mesures de commercialisation (155 022 euros et une aide FEAMP de 93 013 euros).

Et pour finir, le fameux régime de compensation des surcoûts RUP pour lequel trois opérations ont été programmées couvrant les années 2014-2015 et le premier semestre 2016. Le montant total FEAMP programmé a été de 12 600 967 euros dont 4 502 340 euros payés.

Par rapport à la maquette de cette mesure, La Réunion aura mobilisé en programmation 14,6% de la maquette. Régime qui laisse nombre de petits pêcheurs indépendants sur leur faim. Et certains sur le carreau, faute de les avoir perçues au moment fort de la tempête qui secouait le secteur. D'aucuns se demandent qui a perçu quoi dans ce plan de compensation des surcouts ? Combien pour la pêche hauturière, côtière, au large, pour les transformateurs aussi... Bref, un programme détaillé au sein de la filière est toujours attendu par le mystérieux Paysan du Sud.

Y.G

18 Janvier 2018

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/8548/Les+Seychelles+mettent+en+place+de+nouvelles+mesures+pour+surveiller+le+stock+de+thon+albacore

Les Seychelles mettent en place de nouvelles mesures pour surveiller le stock de thon albacore.



Les mesures ont été mises en place en référence à la résolution 17/01 de la Commission des thons de l'Océan Indien en tant que plan provisoire de reconstitution du stock d'albacore de la région. (Nils Rinaldi/Flickr) Photo License: CC-BY 2.0
Photo license

Photo : Les mesures ont été mises en place en référence à la résolution 17/01 de la Commission des thons de l'Océan Indien en tant que plan provisoire de reconstitution du stock d'albacore de la région.

De nouvelles mesures ont été prises pour veiller à ce que les senneurs battant pavillon des Seychelles ne dépassent pas leur limite de 2 555 tonnes de thon albacore. Ces mesures ont été mises en place en référence à la résolution 17/01 de la Commission des thons de l'Océan Indien, en tant que plan provisoire de reconstitution du stock d'albacore de la région. En 2016, l'allocation de pêche de l'espèce a été réduite de 15 pour cent suite à un rapport de surexploitation du comité scientifique.

Afin d'améliorer le suivi, les rapports et le niveau de conformité, l'Autorité de pêche des Seychelles et les parties concernées ont convenu d'introduire un nouveau journal de bord simplifié et un formulaire amélioré de déclarations de débarquement. Chaque navire devra remettre une estimation de la déclaration de débarquement à l'autorité avant de procéder à son prochain voyage de pêche. À défaut, l'autorité empêchera le navire de quitter le port. Pour encourager la conformité, 30% du quota sera alloué aux navires sur la base de bonnes mesures de notification et d'observation en place. Mis de côté, ces 30% seront distribués en trois portions égales le premier du mois d'avril, juillet et octobre de cette année.

Miguel Herrera, directeur de l'Organisation des producteurs associés de grands congélateurs de thonidés (OPAGAC), a déclaré à la SNA qu'ils comprenaient la nécessité pour les Seychelles de mettre en œuvre de telles mesures « afin d'assurer la conformité aux limites de capture adoptées par la CTOI ».

Toutefois, M. Herrera a déclaré que l'organisation considère que les mesures spécifiques pourraient être insuffisantes pour assurer un suivi adéquat des captures et que le total autorisé des captures (TAC) par navire mis en œuvre par l'Autorité ne tient pas compte de la taille des navires.
"Les entreprises qui ont fait plus d'investissements sont alors pénalisées avec des TAC trop bas tandis que d'autres compagnies reçoivent des TAC plus en phase avec leurs investissements et le niveau de capture de leurs navires", a déclaré M. Herrera.

S'adressant à la situation de l'année dernière où tous les navires battant le pavillon des Seychelles, à l'exception des Espagnols, ont passé environ un mois au port après avoir épuisé la limite imposée, M. Herrera a déclaré que "les nouvelles mesures mises en œuvre ne contribueront pas à prévenir cette situation". "Au cours de la dernière année, l'OPAGAC a demandé que le gouvernement des Seychelles envisage la mise en place des fermetures de saison de pêche pour ne pas compromettre l'approvisionnement et l'activité aux Seychelles", a-t-il ajouté.

M. Herrera a déclaré à la SNA que la commission devrait envisager de mettre en œuvre des mesures autres que la prise totale pour la surveillance des pêcheries. Il a déclaré que de bons exemples de travail sont des mesures adoptées par la Commission interaméricaine du thon tropical.